



Marché n°2025DG07

**Relatif à des travaux d'isolation, d'étanchéité
et de remplacement des verrières en toitures terrasses
du bâtiment Cned - Cassin**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. OBJET DU MARCHE	6
2. FORME DU MARCHE	6
2.1. PROCEDURE	6
2.2. FORME DU MARCHE.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT.....	6
2.4. ELEMENTS FINANCIERS	6
3. DUREE DU MARCHE	7
3.1. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION.....	7
3.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION / PERIODES D'INTEMPERIES.....	7
3.3. SUSPENSION DES TRAVAUX EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	8
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	9
5. CLAUSES DIVERSES.....	9
6. CONDITIONS DE GARANTIE DE L'INSTALLATION	9
6.1. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	9
6.2. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	10
6.3. GARANTIE DECENNALE	10
7. CLAUSE SOCIALE : ACTION D'INSERTION POUR L'ACCES OU LE RETOUR A L'EMPLOI.....	10
7.1. LES PUBLICS ELIGIBLES AU DISPOSITIF DE LA CLAUSE SOCIALE	10
7.2. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	11
7.3. ACCOMPAGNEMENT	11
7.4. MODALITES DE CONTROLE.....	11
7.5. DIFFICULTES ECONOMIQUES DE L'ATTRIBUTAIRE	11
8. PROGRAMME D'EXECUTION	12
9. CONDUITE DES PRESTATIONS	12
10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	13
11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	13
11.1. CO-TRAITANCE.....	13
11.2. SOUS-TRAITANCE	13
12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14

14.	CONFIDENTIALITE	14
15.	NEUTRALITE	14
16.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	14
16.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES.....	14
16.2.	RECEPTION	15
16.3.	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	15
16.4.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	15
16.5.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)	15
17.	ASSURANCE	16
18.	PENALITES.....	16
18.1.	PENALITES DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX	16
18.2.	PENALITES DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	17
18.3.	PENALITES EN CAS D'ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER	17
18.4.	AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	17
19.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	17
19.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	17
19.2.	TAUX DE TVA – MONNAIE	17
19.3.	ACTUALISATION DES PRIX	17
19.4.	REFACTION DU PRIX	18
19.5.	RETENUE DE GARANTIE.....	19
19.6.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	19
19.7.	AVANCE	20
19.8.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	20
19.8.1.	DELAJ DE PAIEMENT	20
19.8.2.	INTERETS MORATOIRES	21
19.8.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	21
19.9.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	22
20.	RESILIATION	22
20.1.	CONDITIONS DE RESILIATION.....	22
20.2.	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	22
21.	DIFFERENDS	23
22.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	23
23.	DEROGATIONS AU CCAG-TVX	23

135 000

Formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle.

200

formations
proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 700 607 évaluations corrigées
87 % des copies dématérialisées
2,68 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

427 000 appels reçus
146 000 courriels reçus
+ de 6 millions
de visiteurs sur le site cned.fr

Budget et effectifs

Budget

92,6 m€
de budget

52,9 m€
de recettes
commerciales

34 m€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

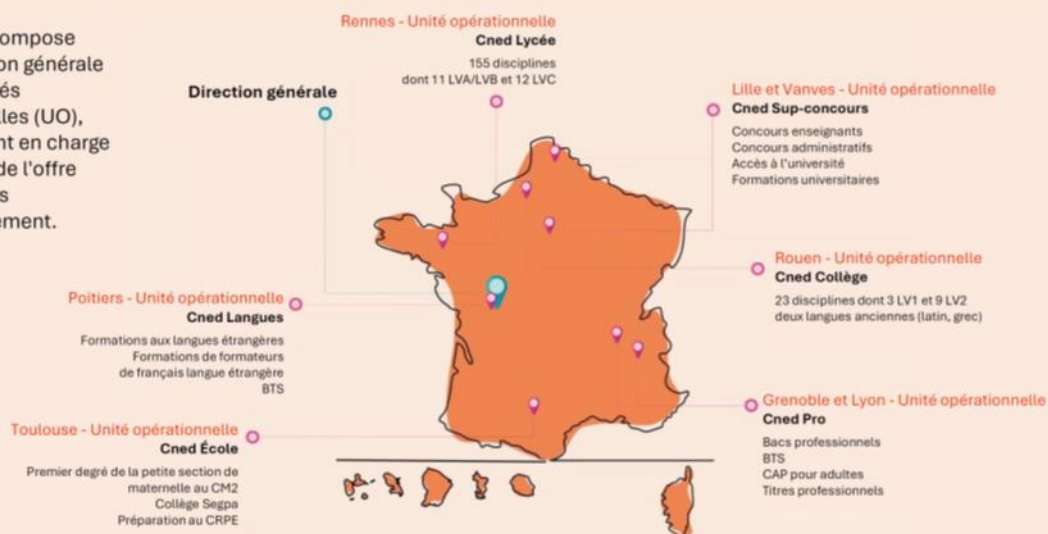
975
agents

1 100
enseignants
de l'éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six Unités Opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des travaux d'isolation, d'étanchéité et de remplacement des verrières en toitures terrasses du bâtiment Cned - Cassin (Chasseneuil du Poitou - 86), tels que décrits dans les CCTP.

Les intervenants du projet sont les suivants :

- Conduite d'opération : CNED, Direction du Fonctionnement et du Patrimoine Immobilier
2, Boulevard Nicéphore Niepce - Téléport 2 - 86963 FUTUROSCOPE CEDEX
- Maîtrise d'œuvre : Cabinet MOREAU et Associés
2, rue de Garlus – 17800 PONS
- Coordination SPS : SOCOTEC Construction (Agence Construction Poitiers)
10 rue Jean-Baptiste Boussingault - 86000 POITIERS
- Mission de contrôle technique de construction (CT) : SOCOTEC Construction

2. FORME DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.2. Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire.

2.3. Allotissement

La prestation est décomposée selon les lots ci-dessous :

Lot 1	Etanchéité et isolation de toiture terrasse
Lot 2	Verrières aluminium
Lot 3	Chauffage - Ventilation – climatisation (CVC)
Lot 4	Serrurerie
Lot 5	Peinture extérieure

2.4. Eléments financiers

Le montant estimé est de :

- Pour le lot 1 : 527 000 € HT,
- Pour le lot 2 : 138 000 € HT,
- Pour le lot 3 : 64 800 € HT,
- Pour le lot 4 : 47 000 € HT,
- Pour le lot 5 : 28 300 € HT.

3. DUREE DU MARCHÉ

3.1. Durée du marché et délai d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa notification et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

L'acte d'engagement fixe les délais d'exécution.

Le délai d'exécution prévisionnel des travaux est de 5,5 mois, à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 2 mois, non comprise dans le délai d'exécution des travaux. Cette période débute à compter de la date de notification du marché.

La date prévisionnelle de début des travaux est fixée au 2 mai 2025.

Le planning des travaux, proposé par le candidat, doit inclure les congés éventuels de l'entreprise (notamment les congés d'été). Les délais imposés devront être respectés. La fin prévisionnelle des travaux est fixée à octobre 2025.

Phase	Durées estimées	Calendrier souhaité
Période de préparation	2 mois	Mars-avril 2025
Exécution des travaux	5,5 mois	Mai-octobre 2025

3.2. Prolongation des délais d'exécution / Périodes d'intempéries

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par ordre de service signé par la maîtrise d'œuvre, dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article L.5424-8 du Code du travail sont considérées comme intempéries "les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard, soit à la santé ou à la sécurité des salariés soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir".

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même un arrêt de travail imprévisible et inévitable. De plus, pour qu'il y ait chômage intempéries indemnisable il doit également être impossible à l'entrepreneur d'occuper les ouvriers à des travaux de remplacement.

Voici quelques exemples ci-dessous où l'arrêt de travail ne donne pas lieu à indemnisation. Cette liste n'est pas limitative, mais les principes qui s'en dégagent doivent être pris en compte pour décider d'un arrêt de travail :

- cas où les intempéries n'empêchent pas le travail sur le chantier mais interdisent seulement son accès ou son approvisionnement (barrières de dégel, inondations ...) : dans ces conditions, l'arrêt ne peut être pris en charge par le régime,
- si le travail est interrompu sur un chantier en raison de l'impossibilité d'employer certains produits ou matériaux dont l'utilisation implique des conditions climatiques particulières qui

ne répondent pas à la définition des intempéries (+5°C par exemple), l'arrêt n'est pas considéré comme une intempérie.

Dans le cadre contractuel du présent marché, l'entrepreneur est soumis à une obligation de résultat, c'est à dire qu'il devra livrer au maître d'ouvrage les toitures parfaitement étanches quelles que soient les conditions météorologiques et atmosphériques rencontrées.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels suivants aura été constaté contradictoirement sur place :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Neige, pluie, gel, vent, mouvement de terre, inondation, Suivant constat évènementiel	Établie contradictoirement sur place Sont considérés comme prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux. (Intensité pénalisante pour une réalisation correcte des travaux ou présentant un risque pour la sécurité des personnes ou des biens).

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Poitiers -Biard.

En cas de fortes chaleurs (canicule), les travaux peuvent être réalisés en horaires décalés après accord de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, les jours non ouvrés ne seront pas compris dans la période d'intempéries. En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

3.3. Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans les 15 jours de la suspension des travaux, les parties constatent les parties d'ouvrages exécutés et conviennent des modalités de répartition des surcoûts éventuels et de reprise de l'exécution des travaux.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) prescriptions communes ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) relatifs à chaque lot et leurs annexes : planning d'exécution des travaux, Plans de toiture (existant et projeté), Plan Général de Coordination (PGC), Rapport initial de contrôle technique ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)- seuls les prix seront rendus contractuels et non les quantités ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

5. CLAUSES DIVERSES

Les prestations sont décrites dans le CCTP Prescriptions communes et les CCTP afférents à chaque lot.

Le titulaire est réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents du marché et notamment les CCTP, annexes et DPGF. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Covid 19

L'ensemble du personnel affecté au chantier (y compris les membres de l'encadrement) doivent systématiquement maintenir les distances d'éloignement et les gestes barrières prescrits par le gouvernement.

6. CONDITIONS DE GARANTIE DE L'INSTALLATION

6.1. Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement comprend les pièces et la main d'œuvre pour une durée d'un an à compter de la date de réception définitive des travaux telle que spécifiée au 16.2 du présent CCAP.

L'entrepreneur doit assurer, à ses frais, toutes les interventions nécessaires à un parfait fonctionnement des installations et remédier à toutes les imperfections et tous désordres constatés pendant cette période et qui seraient liés aux travaux que l'entrepreneur a lui-même effectués.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

6.2. Garantie de bon fonctionnement

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise doit être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne peut s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

L'installation est garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans à compter de la réception définitive de celle-ci.

6.3. Garantie décennale

Une garantie particulière d'étanchéité est prévue dans le cadre de ce marché.

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut du complexe d'étanchéité des ouvrages (notamment fuites et déformation du revêtement) pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

7. CLAUSE SOCIALE : ACTION D'INSERTION POUR L'ACCES OU LE RETOUR A L'EMPLOI

Le présent article déroge à l'intégralité des alinéas de l'article 20 du CCAG Travaux.

Le Cned dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché une clause sociale d'insertion obligatoire d'un **minimum de 155 heures**.

L'entreprise attributaire du lot 1 du présent marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1. Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- ✓ Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- ✓ Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou les ayants droits,
- ✓ Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- ✓ Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- ✓ Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- ✓ Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers,
- ✓ En outre, le facilitateur mentionné à l'article 7.3, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle, des Maisons de l'Emploi,

des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

7.2. Les modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées à l'entreprise attributaire :

- La mise à disposition de salariés,
- L'embauche directe en contrat en durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI), une Entreprise Adaptée (EA), ou un Atelier Chantier d'Insertion (ACI)

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir de toute structure du réseau de l'IAE et/ou du handicap.

Dans le cas d'un recrutement par contrat d'apprentissage et de professionnalisation, la personne recrutée devra pouvoir justifier d'une absence totale de qualification dans la branche ainsi qu'un statut de Demandeur d'Emploi supérieur à 6 mois.

7.3. Accompagnement

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Coordination Régionale *Clauses Sociales Nouvelle Aquitaine*

7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars

Tél. : 07 77 94 03 35

Mail : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

7.4. Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. Pour cela, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le Cned peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec le titulaire.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de la présente clause.

7.5. Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

8. PROGRAMME D'EXECUTION

Le programme d'exécution des prestations est celui remis par le titulaire dans son offre technique. Il précise notamment les ressources, les méthodes d'exécution des prestations et précise le calendrier d'exécution particulier de chaque prestation.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots doivent s'insérer dans un délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint en annexe du présent CCAP.

Des prolongations de délai peuvent être octroyées par le Cned dans les limites et conditions des dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

9. CONDUITE DES PRESTATIONS

9.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Le titulaire désigne nommément les personnes chargées du suivi du marché réputées disposer de l'expérience et des compétences nécessaires. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

La/les personne(s) chargée(s) du suivi du marché dispose(nt) de la capacité à engager le titulaire dans la limite de l'objet du marché. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-Travaux, elle est/elles sont désignée(s) dans les 15 jours suivants la notification de celui-ci.

9.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes.

Le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à compter du constat par le Cned de cette indisponibilité. Le Cned notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Il en informe le titulaire dans les 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'information relative au remplacement. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

9.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

10. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications des cahiers des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

11. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

11.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

11.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

12. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les travaux s'exécutent sur le bâtiment Cassin de la direction générale du Cned :
Téléport 2 - 14 Avenue René Cassin - Commune de CHASSENEUIL (86963) – Vienne.

Lors de la présence des représentants du titulaire dans les locaux du Cned, ceux-ci doivent se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

Toutes facilités de travail sont apportées au titulaire. Les moyens minimaux (locaux, matériel) mis à la disposition du titulaire sont ceux décrits dans l'offre technique du titulaire. Le Cned fait toute diligence pour mettre à disposition des moyens supplémentaires à la demande du titulaire qui ne peut toutefois élever aucune réclamation du fait de la non mise à disposition de ces moyens supplémentaires.

13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

14. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

15. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

16. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-Travaux à l'exception des articles 24.7 et 24.8.

16.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont assurés à la diligence et en présence du Cned et du bureau de contrôle mandaté par l'établissement. Ils sont à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

De plus, le titulaire met à disposition les matériaux, ouvrages et matériels ainsi que les outils courants de chantier nécessaires.

Le Cned se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles et dans les cas définis aux articles 24.1 et 24.6 du CCAG-Travaux. Les frais correspondants sont à la charge du titulaire, par dérogation de l'article 24.7 et de l'article 24.8 du CCAG-Travaux.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants acceptent les recommandations et injonctions du Cned dans le cadre de leur marché. En particulier, ils acceptent de soumettre toutes leurs études, procès-verbaux d'essais, avis techniques, etc. Ils acceptent également de soumettre tous les matériaux et matériels au Cned pour la conformité aux règlements de sécurité (incendie particulièrement). Ils prennent toutes les dispositions pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer son contrôle utilement.

16.2. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

16.3. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité (plateforme Trackdéchets). A ce titre, le titulaire s'engage à récupérer tous les déchets générés par ses prestations et à fournir les bordereaux de suivi des déchets sur demande de l'acheteur.

16.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

16.5. Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)

Le titulaire fournit au Cned, au moment des Opérations Préalables à la Réception, deux exemplaires papier et un exemplaire sur support numérique du DOE pour validation. Ce dossier comprend :

Pour les lots 1, 2 et 5 :

- L'ensemble des documents techniques des produits mis en place,
- La liste des garanties des produits mis en place,
- L'ensemble des attestations conjointes et solidaires (fournisseur + applicateur) des procédés d'étanchéité ;

Pour les lots 3 et 4 :

- L'ensemble des documents techniques des produits mis en place,
- La liste des garanties des produits mis en place.

Ces listes sont non exhaustives et pourront être complétées par les éléments suivants conformément à l'article 1.17 du CCTP Prescriptions communes :

- Les plans du Maître d'œuvre mis à jour ;
- Les plans techniques mis à jour ;

- Les plans des réseaux éventuellement modifiés ;
- Les divers certificats de garantie et essais des appareils, matériels et matériaux...

Une fois validé, le titulaire fournit au Cned, au plus tard le mois suivant la réception, deux exemplaires papier de ce D.O.E. complété par un exemplaire informatique. Les fichiers de plans sont au format DWG ou DXF exploitables sur AUTOCAD 2018 maximum ; pour les autres documents, les formats acceptés sont au format PDF, DOC.

Tous les documents sont revêtus du cachet et de la signature de l'entrepreneur. Ils sont regroupés dans des dossiers et sont listés dans une nomenclature des pièces fournies.

17. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-travaux, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, l'accord-cadre concerné peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

18. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités de retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

L'application des pénalités est plafonnée à 10 % du montant HT total du lot concerné. Au-delà, les pénalités de retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

18.1. Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 500 € pendant 10 jours, puis 1 000 € au-delà.

18.2. Pénalités de retard dans la remise des documents

Les pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir avant exécution (études et plans, PPSPS) sont fixées forfaitairement à 250 €.

Les pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution (DOE) par le titulaire sont fixées à 500 € par jour calendaire de retard.

18.3. Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence non justifiée à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 € par absence constatée.

18.4. Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des délais de remise des documents au coordonnateur SPS	Journalière (calendaire)	50,00 €	En cas de non-respect des délais de remise des documents relatifs à la Sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, pénalité appliquée.
Non-respect des délais de remise des documents au contrôleur technique	Journalière (calendaire)	50,00 €	En cas de non-respect des délais de remise des documents nécessaires à l'établissement du rapport final de contrôle technique (RFCT), pénalité appliquée.

19. DISPOSITIONS FINANCIERES

19.1. Forme des prix et contenu des prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

19.2. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

19.3. Actualisation des prix

Les prix sont fermes et actualisables. L'actualisation est réalisée si les conditions de l'article R2112-11 du code de la commande publique sont réunies, soit si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations période de préparation incluse.

19.3.1. Calcul de l'actualisation

La formule suivante est appliquée :

$$P' = P \times I_{m-3\text{mois}} / I_{m_0}$$

Où

P' est le prix actualisé,

P le prix initial,

$I_{m-3\text{mois}}$, la valeur de l'index désigné ci-dessous 3 mois avant la date d'actualisation,

I_{m_0} la valeur de l'index désigné ci-dessous au mois m_0 ,

m_0 est le mois de remise des offres finales.

Les index de référence I, publiés par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Indices
Lot 1- Etanchéité et isolation de toiture terrasse	Index du bâtiment - BT53 – Étanchéité – Base 2010 - Identifiant 001710985
Lot 2 - Verrières aluminium	Index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010 - Identifiant 001710976
Lot 3 - Chauffage - Ventilation – climatisation (CVC)	Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air – Base 2010 - Identifiant 001710974
Lot 4 - Serrurerie	Index du bâtiment - BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010 - Identifiant 001710975
Lot 5 - Peinture extérieure	Index du bâtiment - BT52 - Imperméabilité de façades - Base 2010 - Identification 001710984

19.3.2. Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG-Travaux, lors de la mise en œuvre de la formule de l'actualisation des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales selon la règle de l'arrondi le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

19.3.3. Correspondance en cas de disparition de l'index d'actualisation

En cas de disparition de l'index retenu pour l'actualisation, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des index est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'index retenu pour l'actualisation est remplacé par un index équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'index ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 19.3.1.

19.4. Réfaction du prix

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer

à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

19.5. Retenue de garantie

En application des articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, une retenue de garantie est effectuée sur le marché.

En application de l'article R2191-36 du code de la commande publique, la retenue de garantie peut être remplacée uniquement par une garantie à première demande. Le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % (cinq pour cent) du montant des travaux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

19.6. Clause de réexamen

19.6.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

19.6.2. Clause de substitution de matériaux ou fournitures

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau (ou fourniture) dans les conditions définies ci-après

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.
- Le ou le(s) matériau(x) de substitution proposé(s).
- La conformité du ou des matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), l'acheteur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

19.6.3. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

19.7. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-Travaux.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

19.8. Modalités de facturation et de paiement

19.8.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

19.8.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 19.8.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.8.3. Présentation des demandes de paiement

Le paiement des travaux se réalise par acompte mensuel et solde sur présentation de projet de décompte établi par les entreprises titulaires de chaque lot et visé par le maître d'œuvre.

A l'issue de la réception des travaux, les entreprises titulaires récapitulent conjointement au dernier solde, le projet de décompte général couvrant la totalité des prestations de l'opération objet du présent marché.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est le Directeur général du CNED, ou son représentant.

19.8.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

19.8.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

19.8.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED

2 boulevard Nicéphore Niepce

Téléport 2 – CS 80300

86963 FUTUROSCOPE CEDEX

19.9. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

20. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux.

20.1. Conditions de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

20.2. Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

22. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

23. DEROGATIONS AU CCAG-TVX

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux.

Les articles 9.1 et 9.2 du CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-Travaux.

L'article 16 du CCAP déroge aux articles 24.7 et 24.8 du CCAG-Travaux.

L'article 18 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux.

L'article 19.3.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG-Travaux.